Vie de Lacombe Saint-Michel par A. Dry (extrait) A.
Dry, *Soldats ambassadeurs sous le Directoire, an IV –
an VII*

David Zemmour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccs/864>

DOI : 10.4000/ccs.864

ISSN : 2558-782X

Éditeur :

Presses universitaires de Rennes, Association des lecteurs de Claude Simon

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 2013

Pagination : 103-118

ISBN : 9782354121785

ISSN : 1774-9425

Référence électronique

David Zemmour, « *Vie de Lacombe Saint-Michel* par A. Dry (extrait) A. Dry, *Soldats ambassadeurs sous le Directoire, an IV – an VII* », *Cahiers Claude Simon* [En ligne], 8 | 2013, mis en ligne le 22 septembre 2017, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccs/864> ; DOI : 10.4000/ccs.864

Vie de Lacombe Saint-Michel par A. Dry (extrait)

A. Dry, *Soldats ambassadeurs* *sous le Directoire, an IV – an VII*

Texte présenté par David ZEMMOUR

Travaillant dès le début des années 70 à ce qui deviendra Les Géorgiques, Claude Simon entreprend un vaste travail de lectures et de recherches, rassemblant une abondante documentation sur son ancêtre Jean-Pierre Lacombe Saint-Michel, arrière-grand-père de sa grand-mère maternelle.

Simon s'adresse notamment en 1972 à la bibliothèque municipale d'Albi qui lui envoie, outre une bibliographie, les pages photocopiées d'un chapitre consacré à Lacombe Saint-Michel dans l'ouvrage en deux volumes d'Albert Fleury publié sous le pseudonyme A. Dry : Soldats ambassadeurs sous le Directoire, an IV – an VII (Paris, Plon, 1906). Le livre de Dry part du constat que « [p]endant la courte période du Directoire – novembre 1795 à novembre 1799, – sept officiers généraux, presque tous de grande notoriété, – Pérignon, Truguet, Aubert-Dubayet, Clarke, Canclaux, Lacombe Saint-Michel, Bernadotte, – ont occupé des postes diplomatiques à l'étranger » (t. 1, p. I). Il se propose alors de raconter « comment tous ces soldats, improvisés diplomates, ont rempli leurs délicates fonctions » (ibid.). Après une introduction générale qui évoque la place et le rôle des généraux et des diplomates pendant la pé-

riode révolutionnaire, l'ouvrage se compose de sept amples chapitres correspondant à sept parcours biographiques, dont celui de Lacombe Saint-Michel (t. 2, p. 247-329), lequel apparaît dans ces pages comme un officier, un politique et un diplomate exemplaire qui n'aura pas accédé à la reconnaissance à laquelle il pouvait légitimement aspirer.

L'étude se compose de cinq chapitres. Le premier, intitulé « Le "législateur" Lacombe Saint-Michel » est centré autour de la carrière politique de Lacombe jusqu'en 1798. Les trois suivants – « Aboukir », « Vers la guerre », « L'odyssée d'un ambassadeur » – évoquent la période diplomatique (1798-1799) de Lacombe Saint-Michel : l'humiliante ambassade à Naples, le départ précipité après la déclaration de guerre de la France au Royaume des Deux-Siciles, la capture par des pirates qui le livrent au bey de Tunis et sa libération. Le dernier chapitre – « Fin de carrière » – parcourt rapidement les treize dernières années : le retour à Paris, les différentes affectations comme inspecteur d'artillerie sous l'Empire en Italie et sur les fronts de plusieurs batailles napoléoniennes, les vains efforts pour obtenir de l'Empereur un titre et une dotation, les derniers temps à Saint-Michel de Vax, l'attaque d'apoplexie fatale du 27 janvier 1812, la péripétie de l'aide de camp Le Bugnet qui fait embaumer le cœur de son ancien chef en vue de le transporter à Paris au Panthéon, enfin les tentatives de la veuve Lacombe Saint-Michel aux débuts de la Restauration pour obtenir une pension en raison de son dévouement royaliste.

Une publication intégrale de l'étude étant impossible en raison de sa longueur, nous proposons ici d'en publier le premier chapitre qui a largement nourri Les Géorgiques. Cette source est certes loin d'être la seule que Simon ait utilisée, mais elle occupe une place importante dans l'écriture des Géorgiques, en tant que source d'information historique certes, mais aussi en tant que matière textuelle et en tant que représentation d'un homme à partir de laquelle, voire contre laquelle va se construire le personnage de L.S.M.

*

* *

I

LE « LEGISLATEUR » LACOMBE SAINT-MICHEL

La carrière de Jean-Pierre Lacombe – 1789 – Dans le Tarn – Chevalier de Saint-Louis – L'Assemblée législative – La Convention – Comités militaires – Missions en Corse et à l'armée du Nord – Au Comité de salut public – Les deux mariages – La famille du général.

L'arrêté du 26 prairial (14 juin 1798) nommant le successeur de Garat à Naples porte, pour Lacombe Saint-Michel ce seul titre : *ex-législateur*.

Lacombe était aussi, de cœur et d'allure, un véritable soldat qui avait déjà fait largement ses preuves, et c'est à cause de cette qualité de soldat que nous racontons ici sa courte ambassade auprès des souverains des Deux-Siciles. Mais il avait été membre de la Législative, de la Convention et du Conseil des Anciens ! Aux yeux du grand public de 1798, les services législatifs du nouveau diplomate devaient donc forcément primer ses services militaires.

Jean-Pierre Lacombe était né le 5 mars 1753¹ à Saint-Michel de Vax, près Gaillac, d'Eugène Lacombe, propriétaire, co-seigneur du dit Saint-Michel et de dame Marie Narcisse Antoinette de Bancalis. Baptisé le même jour par le curé Jalby, l'enfant eut pour parrain messire Pierre de Bancalis de Pruines et pour marraine Mlle Cécile Lacombe².

Toute la première enfance de *Jean-Pierre* paraît s'être passée à Saint-Michel. Quelle éducation put-il recevoir dans ce petit village³ ? Quels maîtres son père, modeste propriétaire d'une gentilhommière, put-il lui procurer ? Toujours est-il que le jeune Lacombe manifesta de bonne heure son goût des armes. Grâce aux

1. D'après les Arch. Adm. G. [archives administratives du département de la guerre], c'est en 1751 que naquit le général. Cependant, l'acte de baptême qui m'a été communiqué, porte 1753. L'acte de décès confirme cette dernière date que je crois devoir adopter. [Les notes sont de Dry.]

2. Archives de Saint-Michel. Communication de M. Portal, archiviste du Tarn.

3. La commune compte aujourd'hui 239 habitants.

démarches de son oncle M. de Bancalis, il obtenait à quatorze ans une place de surnuméraire dans le corps royal de l'artillerie et faisait ses débuts le 6 juin 1767 au régiment de Toul⁴.

Sa carrière s'était ensuite poursuivie régulièrement, sans grand éclat et sans grands espoirs. Travailleur, fanatique du métier, d'excellente conduite, Lacombe devint lieutenant en 1772 puis capitaine en 1779. L'année suivante, il faisait partie de l'armée de Bretagne rassemblée sur les côtes de la Manche en vue d'un débarquement en Angleterre et restait dans cette situation d'expectative jusqu'en 1783. Pendant un congé, il s'était marié, à la fin de 1782. Enfin, en 1786, il devenait commandant d'une compagnie de bombardiers.

En somme, au moment de la Révolution, le futur ambassadeur n'avait plus rien à attendre, malgré ses excellentes notes et ses bons services. Ni les Lacombe ni les Bancalis de Pruines n'avaient leurs entrées à la Cour ! Après vingt-deux années passées au service du Roi et dix ans de grade de capitaine, Jean-Pierre Lacombe n'était même pas encore proposé pour la croix de Saint-Louis !

Il comptait en 1789 au 7^e d'artillerie que commandait le comte de Bellegarde. Par une chance inespérée, ce régiment fut appelé à Paris au mois de juin pour renforcer les troupes royales et le capitaine de bombardiers se prit d'un bel enthousiasme pour l'œuvre naissante de la Constituante. Il se fit tout de suite remarquer par ses idées libérales et généreuses et applaudit bruyamment au 4 août. Le 7^e d'artillerie s'occupait d'ailleurs volontiers de choses politiques. Plusieurs des subordonnés du comte de Bellegarde, – dont Lacombe, – déclarèrent qu'ils étaient « décidés à faire défection si le gouvernement voulait employer la force contre le peuple de Paris. »

Cette attitude incorrecte valut au régiment un ordre de départ immédiat, largement justifié. Un peu aigri, le bouillant Lacombe demanda alors un congé de semestre et s'installa à Saint-Michel de Vax. Le congé obtenu datait du 1^{er} octobre 1789. Il était valable jusqu'au 15 juin 1790.

M. Lacombe de Saint-Michel, le père, était mort depuis plusieurs années. La maison de famille avait été longtemps abandonnée

4. Il avait quatorze ans d'après l'acte de naissance, – seize d'après les A.A.G.

et la présence du propriétaire eût été fort utile. Malheureusement, en janvier 1790, Lacombe eut la douleur de perdre sa femme⁵. Très affecté, il s'établit à Albi et tenta d'oublier son chagrin en s'intéressant au mouvement politique ! Avant l'expiration de son congé de semestre, il avait déjà pris une situation importante au chef-lieu du Tarn et ses compatriotes lui avaient confié la charge élective d'administrateur du département !

Ayant pris goût à ses nouvelles fonctions et très désireux de les conserver, le capitaine chercha à prolonger son congé. Il écrivit alors à son colonel :

« La confiance de mes concitoyens m'a successivement élu administrateur du département du Tarn, membre du Directoire et vice-président de ce même Directoire. Le vœu de la nation paraissant être de rendre le citoyen militaire et le militaire citoyen, j'ai cru que les ordonnances nouvelles rendraient compatibles la place d'officier des troupes de ligne avec les fonctions momentanées d'administrateur... Je vous supplie de m'accorder votre agrément. Pendant la paix, je ne crois pas ma demande déplacée, daignez vous faire présenter mes notes, elles vous diront pour moy, que, ma place militaire étant marquée, je saurai, sans avertissement, quitter tout emploi, toute fonction civile, lorsqu'à la guerre il faudra payer de ma personne...⁶ »

Favorablement apostillée par M. Dor de Lastours, président du Directoire du Tarn, cette demande fut agréée par le comte de Bellegarde et par le maréchal de camp de Beauvoir, inspecteur d'artillerie. Lacombe obtint deux nouveaux congés de trois mois.

Rappelé en janvier 1791 à son régiment, l'administrateur du Tarn dut cependant reprendre son métier de capitaine ! Le 7^e d'artillerie tenait garnison à Douai depuis son renvoi de Paris en 1789. M. de Bellegarde était alors fort bien disposé pour son ancien subordonné ; il lui fit bon accueil et le proposa le 20 avril pour la Croix de Saint-Louis. L'apostille était ainsi libellée : « La conduite, les mœurs irréprochables, le zèle avec lequel cet officier sert et l'ancienneté de ses services doivent lui mériter la grâce qu'il demande. » Le 29 mai suivant, la croix était accordée. Le brevet portait : M. de Saint-Michel.

5. Pour son mariage, voir à la fin de ce chapitre.

6. A.A.G., dossier Lacombe, pièce 17.

Le nouveau chevalier ne devait pas rester longtemps à Douai. Au mois de septembre 1791, les électeurs du Tarn l'envoyaient à l'Assemblée législative. Dès le mois d'octobre il entrait au Comité militaire⁷ et s'y faisait remarquer par l'exaltation très sincère de ses sentiments patriotiques. Sur son initiative, l'Assemblée votait un décret « punissant de mort les commandants des places assiégées qui les livreraient ». Le capitaine de bombardiers faisait aussi prendre des mesures rigoureuses contre les officiers de l'armée royale qui démissionnaient ou quittaient la France au commencement de 1792.

L'énergie que le représentant du Tarn montrait dans ses actes et dans ses discours avait attiré l'attention sur lui. A la fin de juillet 1792, Lacombe quittait Paris et se rendait, comme commissaire, au camp de Soissons. Il n'était donc pas à l'Assemblée au moment des événements du 10 août. Revenu le 20, il approuvait très nettement les événements accomplis et repartait presque aussitôt, toujours comme commissaire, à l'armée du Midi, commandée par Montesquiou. De là, il se rendait dans le Tarn. Le 20 septembre, il était élu à la Convention.

*
* *

Le 24 septembre, sur la proposition de Danton, paraît le décret suivant : « La Convention nationale décrète que les citoyens Dubois-Grancé, Lacombe Saint-Michel et Gasparin se transporteront à l'armée du Midi et mettront à exécution selon leur prudence et selon les circonstances, le décret qui prononce la destitution du général Montesquiou, les autorise pareillement à prononcer la destitution soit de l'état-major, soit de tout autre officier et sous-officier qu'ils jugeront nécessaire et à en faire le remplacement et même faire mettre en état d'arrestation la personne qu'ils jugeront suspecte... » C'étaient là de

7. Les membres de ce Comité étaient Lacombe Saint-Michel, Gouvion, Lacroix, Carnot Feulins, Dupetitbois, Delmas, Louvet, Pérignon, Beaupuis, Albitte, Solières, Ritter, Jeournan, Choudieu, Gasparin Bezançon, Lacuée, Coustard, Aubier d'Aubeterre, Bellegarde, Dumas, Soubrany.

Lacroix fut élu président.

redoutables pouvoirs. Montesquiou semblait sacrifié d'avance. Les commissaires n'avaient que le choix de l'heure.

Arrivés le 1^{er} octobre à l'armée du Midi, les trois députés constatèrent que la présence du général en chef en fonctions était encore utile pour les opérations commencées. Refusant très courageusement d'exécuter les ordres reçus, ils demandèrent à la Convention de rapporter son décret du 23 septembre. Montesquiou fut ainsi provisoirement sauvé.

Au retour de cette mission, Lacombe, qui venait depuis trois mois, d'abord au camp de Soissons puis deux fois en Savoie, de reprendre contact avec l'armée, était nommé chef de bataillon à la date du 1^{er} novembre. Cet avancement n'était pas excessif ; le nouveau promu avait quarante ans et portait depuis plus de treize ans les galons de capitaine !

Dès la fin de septembre, un comité militaire, comme à la précédente assemblée, avait été constitué. Carnot, Lacombe et Dubois-Crancé avaient obtenu le plus grand nombre de voix⁸. Le 17 octobre, un deuxième comité entra en fonctions. Les vingt-quatre députés élus alors⁹ s'appelaient *Dubois-Crancé, Gasparin, Lacombe Saint-Michel, Merlin de Douai, Dubois de Bellegarde, Carnot, Choudieu, Delmas, Sillery (de Genlis), Jean Debry, Carra, Albitte, Lacroix, Fabre d'Églantine, Coustard, Laurent Lecointre, Puyraveau, Goupilleau de Fontenay, Duquesnoy, Lidon, Dubois-Dubay, Châteauneuf-Randon, Olivier Géroente, Milhaud*. Douze suppléants leur étaient adjoints : Boussion, Doulcet, Sallengros, Treilhard, Ferry, Dumont, Saint-Just, Delahaye, Geoffroy, Alexandre, Humbert, Fockedey.

Plusieurs des membres des premiers comités militaires de la Convention sont devenus célèbres. Le deuxième comité, celui du 17 octobre, comptait onze soldats ou anciens soldats : Dubois-Cran-

8. Après eux venaient Lacroix, Letourneur, Laurent Lecointre, Rewbell, Albitte, Aubry, Coustard, Delmas, Sillery, d'Espinassy, Delcher, Châteauneuf-Randon, Soubrany, Poulter, Milhaud, Bentabole, Treilhard, Fabre d'Églantine, Gardien et Rivaud ; comme suppléant, Merlin de Douai, Becquet, Gaudin, Laurent, Dumont, Philibert Simon.

9. Ils sont énumérés ici d'après le nombre de voix obtenues. On a souligné les noms des conventionnels ayant fait partie du comité militaire de la Législative.

cé, futur ministre de la guerre en 1799 ; Gasparin qui, à Toulon, devina le génie de Bonaparte ; Lacombe Saint-Michel ; Dubois de Bellegarde, ancien garde du corps et capitaine des chasses du comte d'Artois ; Carnot ; Delmas, officier de milice Toulousain ; Sillery de Genlis, ancien capitaine de vaisseau puis maréchal de camp, qui devait payer de sa tête son attachement au duc Philippe Égalité ; Coustard de Massy, colonel Nantais que Carrier livra en 1793 au tribunal révolutionnaire ; Dubois-Dubay (ou Dubais) qui, comme Pérignon, avait été capitaine et juge de paix avant d'entrer dans les assemblées ; Châteauneuf-Bandon, ex-marquis, page de Louis XV, qui devait finir sa carrière comme préfet des Alpes-Maritimes ; Milhaud, le célèbre entraîneur de cavalerie de la Grande Armée¹⁰.

Pour terminer cette longue statistique, rappelons qu'à la date du 1^{er} janvier 1793, un nouveau comité dit de défense générale était formé par la Convention. Tous les anciens comités – guerre, marine, finances, diplomatie, etc., – devaient désigner trois de leurs membres pour entrer à ce Comité de défense nationale. Lacombe Saint-Michel, Dubois-Crancé, Doucet de Pontécoulant étaient choisis par leurs collègues du Comité de la guerre¹¹. Trois mois plus tard, le 26 mars 1793, le Comité de défense générale se transformait en Comité de salut public.

La désignation répétée de Lacombe Saint-Michel pour les divers comités intéressant la défense nationale, montre la notoriété dont il

10. En dehors du comité militaire, la Convention comptait encore onze autres soldats : Aubry, Barras, Prieur de Vernois, Calon, Rovère de Fontvielle, Letourneur (de la Manche), Soubrany, d'Izarn de Fraissinet de Valady, d'Espinassy, Varlet de la Vallée, Talot.

11. L'importance du rôle de ces premiers comités de la Convention ne saurait être trop mise en lumière. Voici comment s'exprimait à ce sujet le duc de Castries, maréchal de camp français émigré, dans une lettre d'avril 1795 : « ... Ce n'est ni la tactique ni le courage qui ont donné tant d'avantage aux Français dans cette guerre. Les alliés étaient supérieurs dans l'une et égaux dans l'autre. C'est dans l'ensemble, dans la partie du projet et dans la conduite de la guerre que la supériorité des républicains s'est montrée. Ils ne doivent cette supériorité qu'à l'établissement d'un *comité militaire* auquel la Convention a eu le bon esprit de remettre une autorité entière, et qui, placé au centre des opérations générales, a le droit de donner des ordres absolus. »

jouissait et l'influence très réelle qu'il avait su conquérir par sa compétence et son énergie. Organisateur consciencieux et érudit, il tenait très dignement sa place à la tribune, parlait facilement, d'une voix chaude, avec beaucoup de netteté et de courage. Pour donner idée de son genre d'éloquence, voici le début d'un de ses discours prononcé à la Convention le 11 février 1793. Il s'agissait de défendre, au nom du Comité militaire, des créations nouvelles alors fort discutées :

« Lorsqu'on présente aux hommes une grande vérité, – disait Lacombe, – on doit en attendre de grandes contradictions. Heureux encore si celui qui les offre n'est pas persécuté. Il est facile, en effet, de sentir que les institutions utiles à la masse de la société doivent contrarier les vues particulières, et, comme ceux-là mêmes qui en jouissent, sont intéressés à maintenir les abus, ils savent les soutenir et les faire soutenir en les décorant du beau mot d'amour du bien public ; ils préparent toutes leurs armes ; ils jettent un vernis de ridicule sur celui qui présente une idée nouvelle ; ils l'appellent *novateur* ou *système* et taxent de désorganisateur celui qui n'offre qu'une combinaison meilleure. Mais, les hommes courageux s'attachent imperturbablement aux vérités utiles qu'ils propagent ; ils opposent le calme au tumulte ; *ils ne trouvent pas leur récompense dans les applaudissements, mais dans le bien qui résulte du fruit de leurs veilles...* »

Un mois avant ce discours, Lacombe, dont les opinions se rapprochaient de celles de Danton, avait cru devoir voter la mort du roi sans appel au peuple et sans sursis ! Il avait ainsi motivé son vote :

« Dans mon opinion, le peuple ne doit sanctionner que la Constitution. Je crois que la mesure de l'appel au peuple serait affreuse par la guerre civile et les dissensions intestines qui pourraient en résulter. Je crois que si elle avait lieu, j'en serais responsable. Je dis non. »

Assez écœuré cependant de la politique, le député du Tarn désirait depuis longtemps reprendre sa place à l'armée. À la fin de février 1793, il obtenait une mission lointaine en Corse comme représentant de la Convention et quittait Paris avec des pouvoirs illimités.

Étant capitaine d'artillerie avant la Révolution, il avait reçu de M. d'Orbay, son inspecteur, les notes suivantes :

« De la fermeté, de l'instruction, de l'activité. Bon officier, propre à être employé avec succès. Des mœurs et de la conduite. »

Sa mission en Corse devait justifier les notes élogieuses de M. d'Orbay. Fort instruit des choses de son arme, d'une santé de fer, le représentant de la Convention était un officier remarquable, plein d'initiative et de bon sens et d'une bravoure à toute épreuve. Le portrait placé en tête de cette étude le représente à cinquante ans, très fort et très grand. Les cheveux du colosse sont abondants, le regard énergique et loyal. L'ensemble de la physionomie est sympathique, respire la force et donne une impression de confiance. Très aimé de ses soldats, Lacombe reçut un jour un compliment qui est tout un éloge et toute une époque :

« L'artillerie ennemie tonnait, – raconte le général Yung, – et les boulets causaient de grands ravages. Sous ce feu d'enfer, Lacombe Saint-Michel restait impassible. Représentant, – lui dirent les soldats après le combat, nous sommes contents de toi. Nous avons regardé ton plumet, il n'a pas remué ! »¹²

Parti pour la Corse avec son collègue Saliceti¹³, Lacombe débarquait à Saint-Florent, près de Bastia, dans les premiers jours de mars 1793 et, pendant plus d'un an, jusqu'en avril 1794, supportait tout le poids d'une dure campagne contre les partisans de Paoli soutenus par un corps anglais. Les ressources mises à sa disposition pour organiser la défense de l'île étaient bien petites : quinze cents soldats commandés par Gentili¹⁴ et Casabianca ! Chef d'une activité dévorante, organisateur ingénieux, le « législateur » parcourut les vallées corses, faisant appel à tous les dévouements. Au mois de juillet, il écrivait avec bonne humeur à la Convention :

« Je me rends à Calvi... J'y apporte des grils à rougir les boulets. La garnison y est fort bonne et si les ennemis viennent nous attaquer,

12. *Yung*, [chapitre consacré à] Dubois-Crancé, I, 200.

13. Pour Saliceti, voir [le chapitre consacré à] Clarke, II.

14. Gentili, né en Corse en 1751, fut fait général de brigade en brumaire an II, en même temps que Lacombe, et divisionnaire l'année suivante. Il fit la campagne d'Italie de 1796-1797 et mourut en 1798.

Casabianca, né également en Corse, en 1738, était lieutenant-colonel au moment de la Révolution. Il s'était fait remarquer aux armées du Nord et des Alpes. Brigadier en 1792, il devint divisionnaire après avoir défendu Calvi (19 mars 1794), sénateur et comte de l'Empire. Il est mort en 1825.

ils ne nous prendront pas, dussè-je faire sauter la place, et moi avec...
Le mauvais air a fortement altéré ma santé. Mais je ne suis plus malade
quand il faut servir la République... »

La garde de Calvi fut confiée au valeureux Casabianca. Malgré des ordres fermes venus de Paris, Lacombe avait refusé de le destituer et avait courageusement pris sa défense :

« Il ne faut pas, – avait-il écrit, – que la Convention envoie des commissaires avec des pouvoirs illimités si elle ne leur accorde aucun degré de confiance. Pardonnez, chers collègues, à la rudesse de mon style, mais je croirai avoir rempli ma tâche si je vous ai dit la vérité... »

C'est pendant ce séjour à Calvi que le commissaire extraordinaire devait rencontrer pour la première fois le jeune Napoléon Bonaparte alors fugitif¹⁵.

Peu après son retour à Bastia, en récompense de ses services militaires, Lacombe était promu général de brigade. Dupin, alors adjoint au ministre de la guerre, l'en informait ainsi le 27 brumaire (17 novembre) :

« Je te préviens, citoyen, que le Conseil exécutif provisoire, convaincu de ton zèle et de l'activité avec lesquels tu soutiens les intérêts de la République, a saisi avec plaisir l'occasion de t'en récompenser en te nommant général de brigade à compter du 29 brumaire. Le ministre qui me charge de te donner avis de ta promotion à ce grade espère que ce nouveau bienfait te prouvera combien une nation généreuse et libre sait apprécier les services loyaux qu'elle a le droit d'attendre de tous les vrais patriotes. »¹⁶

Ce fut donc comme général d'artillerie plus encore que comme représentant aux armées que Lacombe eut à diriger la défense de Bastia pendant les longs mois d'un siège fameux. Napoléon a fait allusion à sa brillante conduite dans les *Commentaires*¹⁷ :

15. *Corr. de N.*, XXII, 474. Bonaparte s'embarqua le 11 juin à Calvi avec sa famille pour la France. Après l'avoir mise en sûreté, il rejoignit la fraction du 4^e régiment d'artillerie qui servait à l'armée d'Italie.

16. A.G., dossier Lacombe.

17. Vol. II, 151. Édition de l'Imprimerie impériale.

« ... Nelson et Paoli cernèrent Bastia. Lacombe Saint-Michel et Gentili défendirent la ville avec la plus grande intrépidité. »

Malgré la vaillance de ses défenseurs, la chute de Bastia était inévitable. Au mois d'avril 1794, jugeant cette chute prochaine, Lacombe laissait le commandement effectif à Gentili¹⁸, réussissait à forcer le blocus, débarquait à Gênes et rentrait à Paris pour reprendre sa place à la Convention. Le 19 juin (1^{er} messidor), il devenait secrétaire de l'Assemblée, mais repartait presque aussitôt comme « commissaire » à l'armée du Nord et restait auprès des troupes jusqu'à la fin de l'année.

Lacombe avait été l'admirateur et l'ami du grand patriote Danton. Mais ses absences continuelles pendant dix-huit mois lui avaient heureusement permis de ne pas se trouver mêlé aux événements tragiques de la Terreur. Ayant cependant toujours déploré le règne de Robespierre, il put applaudir aux événements du 9 thermidor. Son adhésion fut même pompeusement envoyée, de l'armée du Nord :

« Si je n'ai pas partagé vos dangers, je partage du moins votre énergie, je la transmettrai aux armées, et c'est dans les terres étrangères, en attaquant l'infâme coalition, que j'irai chercher les complices de Robespierre ! »¹⁹

Revenu définitivement à Paris en décembre 1794, le général était nommé peu après au Comité de salut public, le 15 pluviôse an III (3 février 1795), en même temps que le chimiste Fourcroy et Merlin de Douai. Il y restait jusqu'au 15 prairial (3 juin), puis jouait un rôle plus effacé pendant les dernières semaines de la Convention.

18. La garnison de Bastia dut capituler vingt-six jours après ce départ, après avoir consommé son dernier morceau de pain et brûlé sa dernière cartouche. L'amiral anglais Hood accorda des conditions honorables. (Voir *Rapport sur l'île de Corse fait à la Convention par le représentant Lacombe Saint-Michel*. Imprimé en pluviôse an IV (janvier 1795).

19. Lettre citée par Wallon, *les Représentants en mission*, IV, 282.

Élu par le Tarn²⁰, le 22 vendémiaire (13 octobre 1795), après l'adoption de la Constitution de l'an III, il entra, – à cause de son âge, – au Conseil des anciens. Mais le goût des voyages et des aventures n'était pas éteint chez le glorieux défenseur de Bastia. Au printemps de 1796, le général faillit partir pour Constantinople avec Aubert-Dubayet son ancien collègue à l'Assemblée législative, nommé ambassadeur du Directoire près la Sublime Porte²¹.

Les choses ne purent s'arranger. Dubayet ayant emmené le général Menant, Lacombe se consacra pendant deux ans à son rôle de législateur, s'occupant spécialement des questions d'organisation militaire et d'affaires diplomatiques²². Six semaines après le 18 fructidor, il était choisi par le Conseil des anciens comme président (22 octobre 1797) 1^{er} brumaire an VI.

Aux élections de l'an VI (mai 1798), le député du Tarn cessait de faire partie du Corps législatif alors que Garat, au contraire, était nommé représentant de Seine-et-Oise. Garat demandant à rentrer en France, Rewbell et Merlin songèrent immédiatement à leur ami Lacombe pour le poste qui allait devenir vacant. Mais Lacombe n'était toujours – depuis le mois de novembre 1793 – que général de brigade ! Voulant grossir la situation de son envoyé, le Directoire

20. Cette élection fut particulièrement difficile, malgré la popularité personnelle de Lacombe. Sur cette élection, voir le livre de Sciout, I, 397.

21. Voir [chapitre consacré à] Aubert-Dubayet, II. Lacombe continua à penser à Constantinople ! Il existe aux A. N. (Papiers de Merlin de Douai, A. F. III, 70-21^A) un curieux mémoire écrit par lui au commencement de 1798 sur la Turquie. Il y explique « qu'il faut envoyer en Turquie un chef de mission qui soit militaire et apte à régénérer l'armée du sultan ». Dubayet venait de mourir et Lacombe Saint-Michel posait peut-être ainsi sa candidature !

22. Les discours *imprimés à part*, de Lacombe, sont très nombreux. Ils figurent au recueil des A. N. AD XVIII^a 41. Ils portent sur la réorganisation de l'artillerie (3 mars 1792 et 12 pluviôse an III), sur la Corse (1^{er} brumaire an IV), sur la désertion et l'embauchage (nivôse an IV), sur les conseils d'administration (frimaire an V), les conseils de guerre et la gendarmerie (pluviôse an V), sur l'armée d'Italie (floréal an V), les officiers réformés (fructidor an V), le budget de l'an VI, les victoires remportées en Suisse (ventôse an VI), l'École polytechnique (floréal an VI), etc.

Tous ces discours, très étudiés, prouvent que Lacombe Saint-Michel était un grand travailleur et qu'il s'exprimait facilement, parfois même avec éloquence.

commença donc par le faire divisionnaire à la date du 13 juin²³. Le lendemain, 14 juin (26 prairial), paraissait le décret nommant l'« ex-législateur » ambassadeur de la République auprès du roi Ferdinand.

*
* *

Pour compléter cette esquisse biographique, il faut dire quelques mots de la famille du nouveau diplomate. Nous avons vu qu'il appartenait à un milieu modeste de très petite noblesse provinciale. Ayant perdu ses parents d'assez bonne heure, – vers 1780, – il avait hérité de la propriété de Saint-Michel dont il portait constamment le nom. La croix de chevalier de Saint-Louis avait été donnée, en 1791, à *M. de Saint-Michel* ! Mais à partir de son entrée à la Législative, le député du Tarn avait signé d'une façon curieuse et la signature adoptée est reproduite jusqu'en 1799 sur toutes les pièces officielles :

P. LACOMBE
SAINT-MICHEL

Il s'était marié en 1782, comme capitaine, avec une demoiselle Marie Anne d'Hasselaër qui appartenait à une famille protestante²⁴. Un fils était né de cette union en 1783²⁵. Mais Mme Lacombe était

23. J'ai adopté cette date du 13 juin 1798 parce qu'elle figure sur les états de services officiels. Il est certain cependant que dès le mois de février, la nomination avait été demandée et annoncée. Le 26 pluviôse (14 février), Lacombe Saint-Michel avait même remercié le ministre Schérer ! « Je reçois à l'instant, citoyen ministre, la lettre que vous avez la bonté de m'écrire pour m'annoncer ma nomination au grade de général de division. La confiance que me témoigne le Directoire acquiert un nouveau prix à mes yeux par la grâce que vous avez mis dans la démarche que vous avez faite et à laquelle je la dois. Salut et reconnaissance. » A. G., dossier Lacombe.)

Le Directoire n'avait pas, alors, accepté la nomination proposée par Schérer, sans doute à cause des fonctions législatives remplies par Lacombe.

24. La famille d'Hasselaër était originaire de Harlem et était venue se fixer en Suisse, à Saint-Aubin, près de Neufchâtel. Lacombe eut de graves démêlés avec son beau-père en 1786. (A. G., dossier Lacombe, 11 et 15.)

25. Ce fils entra dans la marine, fut lieutenant de vaisseau, aide de camp de son

morte à trente-deux ans, le 28 janvier 1790, pendant le premier congé de semestre obtenu par son mari. On l'avait inhumée au cimetière de Saint-Michel de Vax. Lorsque le général prit sa retraite définitive en 1811 et qu'il vint habiter son village natal qu'arrose *le ruisseau le Callèpe*, il fit élever à sa femme, dans le parc du petit château de Saint-Michel, un tombeau qui subsiste encore. Une inscription, difficilement lisible aujourd'hui²⁶, y fut gravée :

Marie Anne Hasselaër, aux beaux jours de la Grèce,
 Dans Sparte, aurait été citée avec orgueil.
 Elle eut, en tous pays, soit bergère ou princesse,
 Fixé tous les regards et reçu même accueil.

Elle vint au Callèpe... et voici son cercueil !

Lacombe se maria une deuxième fois avec Mme Marie Micoud, veuve d'Antoine Donnet. Cette dame, originaire de Grenoble, était une fervente royaliste. Après de courageuses démarches en faveur de la famille royale, elle avait été incarcérée au commencement de 1793²⁷. Comment le général connut-il Mme Donnet ? Je n'ai pu

père, et démissionna après la mort du général. Il épousa la fille d'un ancien représentant du Tarn à la Convention, Mlle Lemoyne d'Aubermesnil.

De ce dernier mariage est né, en 1819, M. Romain Lacombe Saint-Michel, qui vient de mourir en décembre 1904. Il habitait Perpignan et avait bien voulu me renseigner sur les origines de sa famille.

M. Romain Lacombe Saint-Michel a eu deux filles : Mme Denainiel [en fait Denamiel] et Mme Codet (décédée), dont le mari est aujourd'hui député de la Haute-Vienne.

Le nom de Lacombe Saint-Michel est éteint.

26. Communication de M. Portal, archiviste du Tarn.

27. Plus tard, en réclamant une pension à Louis XVIII, elle fit ainsi valoir sa conduite : « Pour éloigner la prévention attachée au nom que je porte, qu'il me soit permis de rappeler à Votre Majesté quel a été mon dévouement pour mes légitimes souverains et quelles preuves j'en ai données à Votre Auguste Frère. C'est moi, Sire, qui, le 11 août, alors qu'il était à la Convention, ai pénétré jusqu'à lui et lui ai donné un billet de M. le duc de Tonnerre, commandant la province du Dauphiné. C'est moi qui, au Temple, le 8 novembre, à dix heures et demie du soir, parvins à lui remettre 24,000 francs en or que j'avais caché dans mes vêtements et dans mes cheveux. Au 2 septembre, c'est moi encore qui sauvai deux prêtres qu'on disait aumôniers du Roi en les cachant dans mon appartement où ils restèrent plu-

retrouver trace de ce roman. Toujours est-il que Lacombe Saint-Michel, à son retour de Corse, la sauva, l'emmena avec lui à l'armée du Nord et l'épousa civilement à Dunkerque, le 13 thermidor an II (31 juillet 1794), quatre jours après la chute de Robespierre.

Cette seconde Mme Lacombe Saint-Michel, âgée de trente-huit ans en 1794²⁸, avait trois enfants de son premier mariage²⁹. Ses traits réguliers, son teint et sa tournure lui donnaient une certaine ressemblance avec Joséphine de Beauharnais³⁰. Elle accompagna son mari à Naples. Considérée un peu comme une intruse par la famille, elle n'est morte que sous la Restauration, à une date qui n'a pu être fixée.

sieurs jours. Tant de dévouement devait m'attirer des persécutions, je n'y échappai pas. Je fus arrêtée, ma mort était jurée lorsque le général, à qui j'ai donné depuis ma main, m'a sauvé la vie... » (A. G., dossier Lacombe Saint-Michel, pièce 132.)

28. Extrait des registres de l'état civil de la ville de Dunkerque : « L'an II, le 13 thermidor, mariage célébré par Etienne Jacquin, officier de l'état civil, de Lacombe Saint-Michel, général de brigade, veuf, âgé de 41 ans, et de Marie Micoud, veuve d'Antoine Donnet, native de Grenoble, paroisse Notre-Dame, âgée de 38 ans, fille de François Micoud et de Thérèse Roux, négociants, décédés à Grenoble. » Les témoins furent Vial, adjoint aux adjudants généraux à l'armée du Nord ; Antoine, juge-commissaire ordonnateur des guerres ; Cœuro, capitaine de gendarmerie ; Couthaud, adjudant général, chef de bataillon.

29. Je n'ai trouvé trace que d'un de ces enfants, une fille, qui épousa, vers 1800, un officier, M. Capriol de Saint-Hilaire. Celui-ci servit à l'armée d'Espagne et remplit, en 1810, les fonctions d'aide de camp de son beau-père.

30. M. le comte Primoli possède un précieux album de dessins faits par Vicar, en Italie, de 1800 à 1804. Dans cet album figurent le général et Mme Lacombe Saint-Michel, alors qu'ils résidaient à Milan, en 1802. Le portrait, publié avec l'aimable autorisation de M. le comte Primoli, est la reproduction inédite d'un des dessins de Vicar.